

LE DEVOIR

POINT SUR... *l'international*

COOPÉRATION

**Développement international
Desjardins**

Le «bras» international du Mouvement Desjardins transmet le virus du coopératisme dans une vingtaine de pays, du Burkina Faso à l'Uruguay en passant par le Mexique, la Russie et la Chine. Une autre façon de mettre l'argent au service des gens.

Page 2

**Rosa Pires**

Travailler pendant trois ans auprès des syndicats dans un Mozambique qui parle mondialisation en accueillant à bras ouverts un néolibéralisme gourmand, voilà qui peut sembler ambitieux. Mais pour Rosa Pires, le mandat du coopérant est d'abord d'accepter l'Afrique telle qu'elle est et de croire en l'importance du plus petit geste.

Page 4



SOURCE: CARTAS INTERNATIONALS

A propos des populations locales

Un bras de fer se joue maintenant entre les démocraties occidentales et le reste du monde, surtout s'il s'agit d'une zone sous influence musulmane. Qui s'appelle Ali ou Fatima ne circule plus sans entraves à l'intérieur — ou à l'extérieur — des frontières des pays qui se proposent en modèles de la bonne gouvernance. Il faudrait aussi permettre partout des élections libres (quitte à ce qu'un président soit élu par moins de 25% des électeurs inscrits), assurer une libre circulation des biens et services (sans tenir compte du fait que souvent la recherche de profits met à mal les économies locales) et souscrire à un discours unique (où tout propos déviant est passible de menaces à peines voilées, dont la conséquence serait la possible sanction économique, voire des représailles militaires).

Dans un tel climat, au moment où l'Amérique a peur, où l'enclave occidentale au Moyen-Orient qu'est Israël se réfugie derrière ses clôtures, est-il encore possible, en cette Semaine du développement international qui aujourd'hui se clôt, de proposer des solutions pour un monde meilleur? Y aurait-il des avenues qui débouchent sur autre chose que la mise en place de sociétés de consommation ou l'obligation de vivre à l'intérieur des paramètres étroits que des intégrismes de toute nature imposent?

Dans le passé, les solutions ont été souvent simplistes. Manquait-on quelque part de nourriture? Il suffisait de parachuter par cargos complets des sacs

de riz ou de blé (ce qui a permis souvent d'éliminer les surplus de production des pays donateurs ou vendeurs à rabais). Aujourd'hui encore, il apparaît facile de régler le problème du sida en Afrique: il suffit de traiter les populations locales (en application d'une politique de subventions directes aux grandes compagnies pharmaceutiques) tout en taisant le fait que, dans certains pays, le remède arrive de toute façon trop tard, la main-d'œuvre locale étant déjà décimée par le fléau.

Expériences de terrain

Pourtant, la chose est connue que, sur le terrain, des intervenants témoignent de besoins plus immédiats. «*Quand tu arrives, tu as le mot "dollars" écrit sur le front. Mes partenaires n'avaient aucune attente envers moi, ils avaient des besoins! "Trouve-moi de l'argent, le reste je m'en fous..."*» Rosa Pires a vite compris que son séjour au Mozambique, permis dans le cadre du SUCO (Solidarité-Union-Coopération), ne se déroulerait pas comme prévu: avant de parler de développement et, dans son cas, d'intervenir dans le milieu syndical, il fallait aborder d'entrée de jeu une réalité dont le maître-mot descriptif serait «survivre».

Ailleurs où, à l'aide alimentaire, on préfère opposer une politique de développement durable, l'expérience enseigne, comme en témoignent les études menées par le Centre canadien d'étude et de coopération internationale, que le néolibéralisme régnant

sape les initiatives: le riz du Texas est moins cher sur le marché haïtien que celui qui est cultivé par les paysans de la vallée de l'Artibonite, les producteurs de coton africains subissent une compétition déloyale que leur fait, entre autres, le coton américain, lui aussi fortement subventionné, et les viandes européennes ou néo-zélandaises s'imposent sur le marché dans les métropoles côtières de l'Afrique de l'Ouest.

Aussi, comme l'enseignent tous les bulletins de nouvelles, la volonté américaine de mener à tout prix quelque part une guerre est en train de mettre fin à tout dialogue entre «nous» et «eux». Des organismes, à l'exemple de l'AQOCI, dont le mandat premier est d'établir une coopération à l'échelle internationale, fonctionnent maintenant avec d'autres priorités. Il faudrait s'opposer à tout plan guerrier: la diplomatie, le dialogue sont préférables à toute mise à mort de populations civiles.

Dans les mois qui viendront — à moins que ce ne soit pendant des décennies, tout dépendant des gestes qui seront posés —, une priorité semble s'imposer: pour pouvoir parler de coopération, de développement, il faut sur cette planète rétablir la confiance entre les interlocuteurs. Le dialogue doit être restauré et, de part et d'autre, les différences être respectées. Sinon, on le voit déjà, le développement passe par les armes.

Normand Thériault

A c t i o n s

Faim Zéro au Brésil

Page 3

L'AQOCI sur un pied de paix

Page 6

O r g a n i s m e sLe CECL et la politique canadienne
de développement

Page 4

Développement et paix

Page 6

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Institutions financières coopératives

Desjardins est solidement engagé dans le développement international

Des actifs qui dépassent aujourd'hui hors Québec le milliard de dollars

Sans tambour ni trompette, Développement international Desjardins, le « bras » international du Mouvement Desjardins, transmet le virus du coopératisme dans une vingtaine de pays, du Burkina Faso à l'Uruguay en passant par des « gros » pays comme le Mexique, la Russie et la Chine. Une autre façon de mettre « l'argent au service des gens ».

FRANÇOIS HUOT

Lors d'une conférence tenue en juillet 2001 à Bamako au Mali, Vilevo Biova Devo, directeur du crédit à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, parle de la contribution du secteur financier à la lutte contre la pauvreté. Effectuant un rapide survol historique, il parle des Community Banks des États-Unis, puis enchaîne... sur Alphonse Desjardins: «Le Mouvement Desjardins, dit-il, est né à la suite d'une crise qui, vers la fin du XIX^e siècle, a entraîné l'assèchement du concours des banques aux populations défavorisées. Alphonse Desjardins, sténographe français (sic!) à la Chambre des communes, s'inspire alors de l'expérience des banques populaires et caisses rurales existant en Europe, crée une "caisse populaire" et fait débiter ses activités à son domicile.»

Ces modestes débuts des caisses populaires ont finalement abouti à l'éclosion d'un grand organisme financier qui compte aujourd'hui quelque cinq millions de membres et des actifs s'élevant à plusieurs dizaines de milliards de dollars. Ce succès — c'en est un! — a été le fruit d'un travail laborieux et bénévole de « militants » qui ont réussi à convaincre ceux qui avaient un « petit bas de laine » de ne plus le garder à la maison, mais de le déposer à la caisse. L'argent ainsi accumulé a servi deux grandes fins: dépanner des personnes momentanément « coincées financièrement » et permettre à de petits investisseurs de lancer leur petite entreprise ou de la consolider.

Actif à l'échelle planétaire

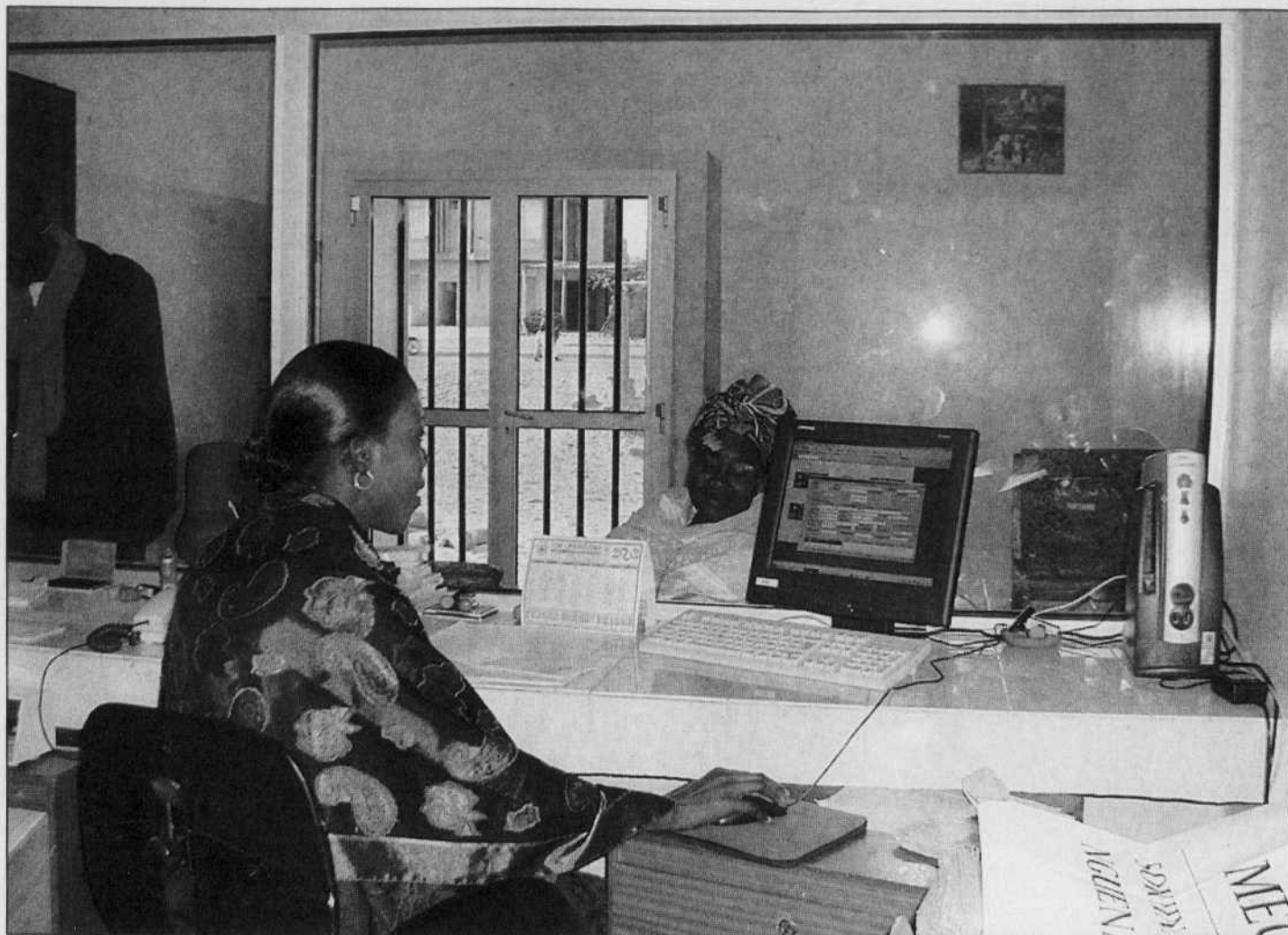
De ces temps héroïques, de ce passé pas si lointain, il ne reste des traces au Québec que dans des livres. Par contre, là où le Mouvement Desjardins, par

l'intermédiaire de sa filiale Développement international Desjardins, intervient dans des pays en développement ou « moyennement développés » (on parle alors de pays « en transition »), cette histoire se répète quotidiennement. Depuis 33 ans maintenant, Développement international Desjardins intervient aux quatre coins de la planète non pour créer des caisses pop Desjardins, mais pour aider des organismes locaux à mettre sur pied et développer des coopératives d'épargne et de crédit. Si ces dernières s'inspirent du modèle Desjardins, elles ne doivent en aucun cas en être la copie conforme: l'un des objectifs clairement définis par DID est d'aider ses partenaires étrangers — qui ne sont pas des individus mais des institutions financières coopératives — à développer leur propre réseau mutualiste.

Concrètement, DID est présent en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe, intervenant dans des pays offrant chacun un profil socioéconomique particulier. C'est évident quand on jette un coup d'œil à quelques-uns des pays où les conseillers Desjardins sont présents sur le terrain: Burkina Faso, Mali, Mexique, Philippines, Haïti, Madagascar, Chine et Vietnam, où plus de 500 caisses ont été créées en cinq ans!

Interventions multiples

Quant aux secteurs d'intervention, ils varient selon le degré de développement des réseaux coopératifs des institutions partenaires: microfinance, émergence et consolidation des caisses ainsi que des réseaux, financement de micro-entreprises, législation et cadre réglementaire, surveillance et sécurité financières, réingénierie des opérations, investissements directs, habitat et assurances.



En Afrique, des conseillers Desjardins sont présents au Mali, au Burkina Faso et à Madagascar.

Les réseaux coopératifs, on le voit, se développent, grossissent et ont conséquemment besoin d'une aide spécialisée, que ce soit dans les domaines de l'informatique, du contrôle interne, des produits spécialisés, des fonds de sécurité ou de l'inspection des caisses. Répondre à ces demandes « pointues » constitue l'un des principaux défis que doit relever Développement international Desjardins, confie Anne Gaboury, présidente-directrice générale de cet organisme.

L'un des appuis dont dispose l'organisme est le Mouvement Desjardins lui-même qui, bon an mal an, ouvre ses portes à une

centaine d'invités de DID. Ainsi des partenaires étrangers viennent séjourner au Québec pour y rencontrer des gestionnaires et des spécialistes de Desjardins; ils ont alors l'occasion de voir de leurs propres yeux comment fonctionnent les institutions clés du coopératisme (fédération, bureau de surveillance et caisse centrale).

Bailleurs de fonds

DID réalise ses projets grâce à l'aide de grands bailleurs de fonds comme la Banque mondiale et, surtout, l'Agence canadienne de développement international (ACDI). À cela s'ajoute l'aide direc-

te et « en nature » (services) du Mouvement Desjardins, qu'on évalue au total à environ 1,7 million de dollars annuellement. L'aide du Mouvement Desjardins n'est pas uniquement une aide d'appui car le Mouvement investira bientôt de l'argent — huit millions de dollars sont prévus — dans des projets de développement. Cet argent viendra consolider le travail de DID, qui est déjà engagé dans des fonds d'investissement.

Desjardins investit parce que, lit-on sur le site Internet de DID, les « besoins de plusieurs institutions financières que Développement international Desjardins accompagne dépassent la fonction conseil tech-

nique ou stratégique. Ces institutions ont maintenant besoin de renforcer leur base de capital pour accélérer leur croissance, ouvrir de nouveaux segments de marché et demeurer compétitives dans un marché financier en pleine mutation. Ces partenaires nous demandent de plus en plus d'investir ou de coinvestir dans leurs opérations ».

Cinq millions de membres au Québec, 1,6 million de plus dans des coopératives amies ailleurs dans le monde, le seul « reproche » que l'on pourrait potentiellement adresser à Desjardins, c'est d'être trop discret sur ses activités de développement international!

Bilan chiffrable de 33 ans d'action internationale

Après trois décennies d'appui et d'assistance technique, on peut tirer ce bilan en dollars canadiens des actions de DID et de ses partenaires étrangers: 1,16 milliard en actifs, 938 millions d'épargne (en forte hausse depuis décembre 2001), crédits accordés de 804 millions (une augmentation de 50 millions en six mois) pour des prêts moyens de l'ordre de 925 \$, soit entre 375 \$ et 1900 \$ selon la région géographique.

Quant aux réseaux appuyés par DID, ils comptent 2365 caisses ou

groupes qui emploient 3801 personnes. On compte en moyenne 785 membres par caisse, pour une clientèle totale de 1,86 million de personnes. Aujourd'hui quelque 200 personnes travaillent pour DID: environ la moitié de celles-ci sont des Québécois travaillant soit au siège social, soit en mission à l'étranger, alors que l'autre moitié est constituée par des employés locaux qui devraient rester à l'emploi de l'institution financière locale une fois le projet d'appui terminé.

La philosophie derrière l'action



Anne Gaboury, présidente et directrice générale de DID.

Une question « égoïste » que l'humoriste Yvon Deschamps aurait posée il y a 20 ans à Anne Gaboury, présidente et directrice générale de DID: « Qu'osera donner l'engagement de Desjardins dans une vingtaine de pays du monde? »

« En milieu rural, l'apparition d'une coopérative d'épargne et de crédit résulte en la « bancarisation » des populations, qui en sont souvent à leur premier contact avec une institution financière. C'est une étape cruciale où les leaders locaux doivent convaincre les membres potentiels de déposer leurs avoirs à la caisse. Mais ceux-ci ne tardent pas à voir en la caisse un apport important de sécurité dans la communauté et un moyen de protection de leur patrimoine contre le feu, le vol ou la sollicitation abusive des proches. »

« Les dépôts servent ensuite aux prêts qui, eux, ont un impact positif sur la situation des familles et sur l'activité économique. Au Burkina Faso, une étude montre que les prêts de moins de 1000 \$ donnent lieu à des activités dont tous

les profits sont réinvestis dans la famille (nutrition, santé, éducation); par contre, ceux qui dépassent ce seuil génèrent des profits qui sont en partie réinvestis dans les entreprises, créant ainsi une croissance économique. Voilà pourquoi il faut effectuer des prêts, autant à des personnes pauvres qu'à d'autres qui sont moins pauvres. »

« Dans d'autres cas, le travail de Développement international Desjardins sert à consolider les mécanismes de supervision et à aider les États à établir un cadre réglementaire pour les coopératives. Ce type d'appui est tout aussi pertinent, ayant un impact structurant sur une bonne partie du système financier du pays. Finalement, il faut ajouter que les coopératives ont aussi un impact sur le développement du leadership local: beaucoup de directeurs et dirigeants — ces derniers sont bénévoles — de coopératives sont des leaders importants dans leur communauté... Enfin, n'oublions pas que le coopératisme suppose des pratiques démocratiques. »

F. H.

avez-vous LA PASSION DU MONDE?

INTRODUCTION GÉNÉRALE À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
5 soirées d'étude
 du 10 février au 12 mars 2003
 à Montréal, le mercredi soir et à Québec, le lundi soir
 Coût: 175 \$

TRANSFORMER LES CONFLITS, CONSTRUIRE LA PAIX
1 fin de semaine
 du vendredi soir au dimanche midi
 à Montréal, du 14 au 16 mars 2003
 à Québec, du 21 au 23 mars 2003
 Coût: 325 \$

La mission du CECI est de combattre la pauvreté et l'exclusion. À cette fin, il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire.

téléphone à Montréal : (514) 875-9911, poste 0
 Québec : (418) 523-6552
 Information et formulaire d'inscription : www.ceci.ca

LE QUÉBEC AU CŒUR DU MONDE

Le gouvernement du Québec témoigne de son engagement en faveur d'un développement durable et équitable en appuyant concrètement les actions de la société civile québécoise et des communautés du Sud.

www.quebecsansfrontieres.com

Relations internationales Québec

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Une entrevue avec Frei Betto

La coopération à la mode brésilienne

Et si aider les autres commençait chez soi ?

Le 30 janvier dernier, le nouveau gouvernement brésilien lançait son ambitieux programme Faim Zéro sur les deux grandes chaînes de télévision du pays. «La faim est aujourd'hui un fléau mondial qui touche des milliards d'êtres humains à travers la planète. Nous, Brésiliens et Brésilienne, nous avons l'obligation de faire notre part», a alors affirmé le président Luis Inácio Lula da Silva. Entretien avec l'un des conseillers spéciaux de Faim Zéro, Frei Betto, sur ce modèle brésilien de coopération internationale.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Zéro. Un défi incommensurable que se sont lancés Lula et ses ministres.

Le Brésil est l'un des pays les plus vastes au monde et compte 170 millions d'habitants. C'est l'une des dix puissances économiques les plus importantes et tant son système bancaire que son industrie sont très développés. Pourtant, «le Brésil est l'un des trois pays au monde où les inégalités sociales sont les plus grandes», nous rappelait la semaine dernière Frei Betto, lors de notre rencontre à Porto Alegre dans le cadre du Forum social mondial (FSM) 2003. En effet, 33 % des Brésiliens vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit, selon l'Institut de recherche appliquée en économie (IPEA), 56,9 millions de personnes, dont 24,7 millions sont dans l'indigence la plus complète. Ces gens survivent avec moins de deux dollars par jour, et le salaire minimum n'est que de 200 réals par mois, l'équivalent de moins de 100 dollars canadiens.

Frei Betto (frère Betto), un homme petit et mince aux cheveux gris, âgé de 57 ans, cumule plusieurs responsabilités. Il agit, entre autres, comme conseiller auprès du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre et de l'Union brésilienne des mouvements populaires. Mais aujourd'hui, il est l'une des personnes clés du gouvernement du Parti des travailleurs (PT) en tant que conseiller spécial de la mise en œuvre du programme Faim

Une vie contre la pauvreté

Frei Betto est un frère dominicain qui a consacré sa vie à lutter contre la pauvreté. Dans les années 1960, il a été au cœur du mouvement de renouvellement de l'Église catholique et a fait partie du groupe de théologiens qui, en Amérique latine, ont développé la théorie de la libération. Celle-ci est fondée sur l'idée que la libération commence ici, sur terre, pas seulement au ciel. Et qu'être libre, c'est d'abord se libérer de la pauvreté.

Dans les années 1970, sous la dictature des militaires, Frei Betto sera emprisonné et torturé. Il prendra ensuite le chemin de l'exil et ne rentrera qu'en 1978, au moment où l'amnistie sera prononcée. Le religieux a aussi participé à la révolution nicaraguayenne et est — peut-être curieusement — un ami personnel de Fidel Castro, avec qui il entretient une correspondance régulière sur la religion et l'existence de Dieu. Des entretiens qui ont d'ailleurs été publiés et traduits en français.

De l'expérience nicaraguayenne, l'homme semble garder un souvenir amer: «Après la défaite qu'a connue le Nicaragua, le gouvernement brésilien ne peut pas se permettre d'échouer», affirme-t-il d'un ton qui n'autorise aucune discussion. Là-dessus, il rejoint



REUTERS

Une paysanne pauvre échouée à Rio. Le tiers des Brésiliens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

tout à fait le sentiment de Lula, qui a aussi affirmé, lors de son discours devant les participants du FSM le 24 janvier, que les Brésiliens n'avaient pas le droit de ne pas réussir.

Des «soldats» de la faim

Et de cet air sérieux, calme et posé que l'on connaît bien aux hommes de religion, Frei Betto explique méthodiquement le programme Faim Zéro, étape par étape, comme s'il s'agissait d'une chose naturelle et évidente. Une tâche qui demande certes beaucoup de travail, mais qui n'a au-

cune raison d'échouer. «Nous ne réinventerons pas la roue, affirme le religieux. Il y a 300 000 personnes qui font déjà ce travail au Brésil: des religieux, des travailleurs communautaires et des agents de la santé au service de l'État. Tous ces gens seront mobilisés pour Faim Zéro.» Mais ce ne sera pas suffisant. C'est pourquoi on mettra sur pied, parallèlement, un programme de formation de travailleurs communautaires qui viendront grossir les rangs des «soldats» de la faim.

Il ne s'agit pas seulement de distribuer de la nourriture et de créer une dépendance encore

plus grande vis-à-vis de l'État, explique Frei Betto. Faim Zéro, c'est un programme complexe où formation, soutien aux producteurs locaux, collations scolaires et cartes alimentaires magnétiques se combinent. L'idée est de donner les moyens à tous de se nourrir convenablement trois fois par jour, sans avoir recours à la charité. Et c'est là la principale critique que le religieux fait à la coopération, quelle qu'elle soit: le plus souvent, elle n'est conçue que de façon caritative. «Avec Faim Zéro, celui qui reçoit est aussi un agent actif du programme.» L'aspect éducation et formation prend ici tout son sens.

Frei Betto est d'abord un éducateur populaire, et pour lui, «l'alimentation la plus importante, c'est la formation». Il regrette que les écoles soient fermées après les heures de cours alors qu'on peut utiliser ces établissements les soirs et les fins de semaine pour faire de l'éducation auprès des parents autant que des enfants: «L'école doit être un laboratoire pour l'inclusion sociale, où l'on apprend qu'un autre monde est possible.»

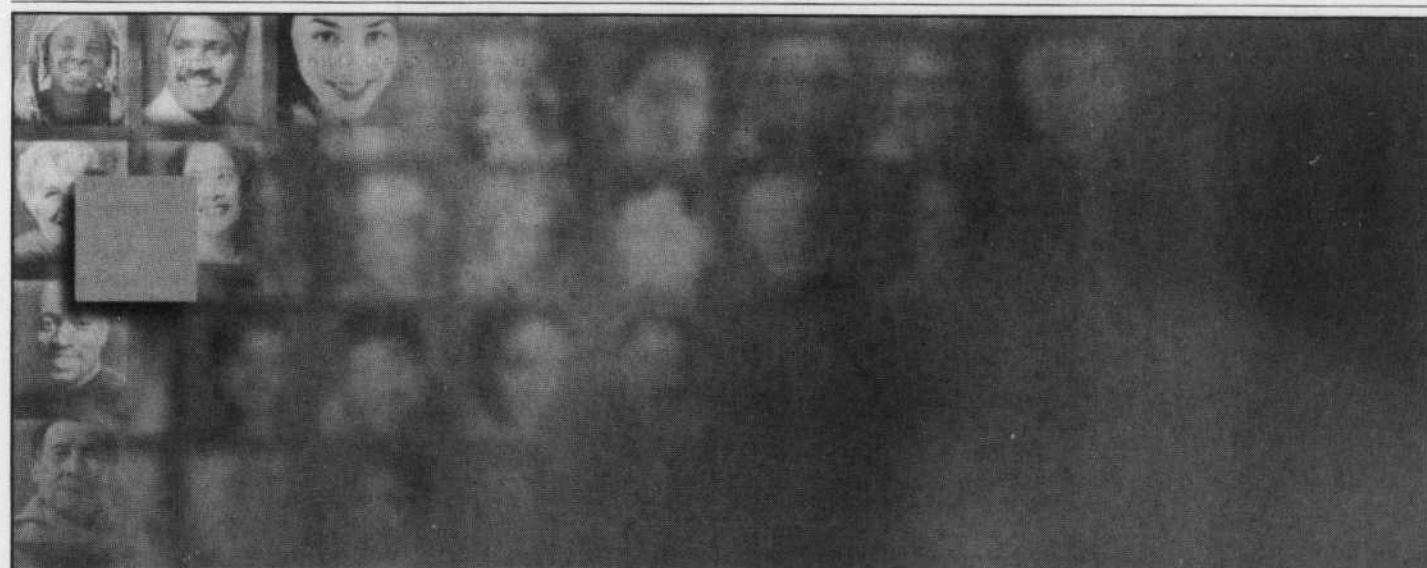
Limitations internationales

Bien sûr, la tâche apparaît in-

commensurable au Brésil. Le budget de l'État doit composer avec d'importantes limites, imposées notamment par les institutions internationales. Dans un premier temps, le programme Faim Zéro sera mis en application presque exclusivement dans neuf États du nord-est, la région la plus pauvre, qui est touchée par la sécheresse et la famine. Mais Frei Betto, à l'instar de Lula et des autres membres du PT, est déterminé à aller de l'avant, peu importe le temps et les efforts que cela prendra.

En s'attaquant à la pauvreté, aux inégalités, aux injustices endémiques au Brésil, le gouvernement du PT est convaincu de contribuer à l'«effort de guerre» de la coopération internationale. Critiquant l'intention des États-Unis d'attaquer l'Irak, le président brésilien Lula a affirmé, lors du lancement du programme Faim Zéro: «Notre guerre à nous ne provoquera pas la mort de quiconque, mais sauvera plutôt des vies.»

France-Isabelle Langlois est responsable de l'information pour l'ONG Alternatives et a participé au FSM au nom des journaux Alternatives et Le Devoir.



L'ARGENT AU SERVICE DES GENS

Depuis plus de 30 ans, DID appuie des institutions de finance communautaire dans des domaines aussi variés que la planification stratégique, la conception et le marketing de produits et services, l'organisation du travail, la gestion et la sécurité financières, la législation et les systèmes informatiques.

Les partenaires de DID, répartis dans une vingtaine de pays, rejoignent près de deux millions de membres et cumulent un actif de plus d'un milliard de dollars. L'encours de crédit, octroyé sous forme de petits prêts (moins de 1000\$ en moyenne), se chiffre à 804 M\$. Ensemble, ces institutions représentent une véritable force au service des communautés locales.

www.did.qc.ca



Développement international Desjardins

DID est partenaire du Mouvement Desjardins et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

LA MONDIALISATION, AUTREMENT

Partager vos connaissances
Ouvrir les yeux
Œuvrer au changement

JOIGNEZ - VOUS À CUSO

Postes de coopération outre-mer en:

Agriculture * Développement communautaire * Environnement
Foresterie * Égalité hommes/femmes * Droits humains Éducation non-scolaire * Technologie

Pour savoir quels postes sont ouverts et pour faire un don en ligne, visitez www.cuso.org

Pour donner maintenant, faites le 514-528-8465 ou, sans frais, 1-888-434-CUSO

Du Vrai Monde. De Vrais Changements

CUSO
Québec



Oxfam
Québec

DES FAÇONS CRÉATIVES
DE FAIRE LA

PAIX

GRÂCE À VOS DONNS.

Merci!

www.oxfam.qc.ca
1-877-937-1614

2330, rue Notre-Dame Ouest, bur.200
Montréal (Québec) H3J 2Y2



COOPÉRATION INTERNATIONALE

TÉMOIGNAGE

La lutte contre la pauvreté

Multiples sont les problèmes auxquels sont confrontées les populations du Sud dans le secteur alimentaire. Les réactions du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) face à la politique canadienne telle qu'élaborée par l'Agence canadienne de développement international.

La ministre fédérale de la Coopération internationale, Susan Whelan, et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont indiqué en septembre dernier que l'agriculture et le développement rural redeviendront des priorités pour l'aide canadienne aux pays pauvres. Selon les propres données de l'ACDI, la part des projets axés sur le développement rural financés par cette agence était déjà fort modeste en 1991-1992, soit 11 %; dix ans plus tard, on en est à moins de 5 %.

La lutte contre la pauvreté est l'un des principaux éléments du mandat de l'ACDI. Réduire de moitié d'ici 2015 le nombre des affamés et des plus pauvres d'entre les pauvres — entre 800 millions et 1,2 milliard d'individus — est le tout premier des objectifs de développement du millénaire solennellement proclamés au siège des Nations unies à New York en 2000. Or, les trois quarts environ des plus pauvres de la planète résident en milieu rural et vivent avant tout d'agriculture, d'élevage, etc.

Organisme à but non lucratif engagé en développement rural dans divers pays d'Afrique, des Amériques et d'Asie, le CECI tient à féliciter les responsables de l'aide canadienne d'avoir remis l'agriculture à l'honneur. Enfin, une politique canadienne d'appui au développement agricole dans les pays pauvres est en élaboration.

A l'occasion de la Semaine du développement international (qui se termine aujourd'hui le 8 février), nous entendons saisir l'opinion publique de cet important processus, tout en faisant valoir quelques points qui nous semblent particulièrement cruciaux: les blocages structurels auxquels font face les agriculteurs dans le Sud, la cohérence des politiques canadiennes touchant les pays en développement, l'aide alimentaire, la question controversée des organismes gé-

tiquement modifiés (OGM), le renforcement des organisations paysannes dans le Sud et la concentration géographique de l'aide canadienne destinée aux agriculteurs. Sur certaines de ces questions, nous nous inquiétons des orientations qui se dessinent à l'ACDI.

Un système étouffant

Pour développer leurs économies, qui reposent beaucoup sur l'agriculture, les pays pauvres misent fortement sur l'exportation de produits agricoles vers les pays riches, où se trouvent les marchés les plus payants. Or, les prix des produits agricoles sur le marché mondial sont en chute libre depuis quelques décennies. Cela tient soit à une production supérieure à la demande (surproduction de café, par exemple), soit à d'autres distorsions hors du contrôle des pays du Sud.

Premièrement, les pays industrialisés sont protectionnistes, restreignant leurs importations à des produits qui ne viennent pas en concurrence avec ceux qui sont mis sur le marché par leurs propres producteurs.

Deuxièmement, en subventionnant leurs agriculteurs, ces pays créent des surplus artificiels qui, pour ne pas déstabiliser les prix, sont commodément écoulés à prix de faveur sur le marché international, en particulier dans les pays en développement. Ils font ce qu'il est convenu d'appeler du «dumping». L'offre est difficile à refuser du point de vue des importateurs et consommateurs du Sud.

Quelques exemples parmi d'autres. Le riz du Texas est moins cher sur le marché haïtien que celui qui est cultivé par les paysans de la vallée de l'Artibonite, incapables de concurrencer une denrée vendue sur place à un prix inférieur à ce qu'il en coûte aux États-Unis pour la produire. Très compétitifs à armes égales, les producteurs de coton africains font face à la compé-

tion déloyale que leur fait, entre autres, le coton américain, lui aussi fortement subventionné. Les viandes européennes ou néo-zélandaises accaparent le marché dans les métropoles côtières de l'Afrique de l'Ouest: Dakar, Abidjan, etc., au détriment des éleveurs du Sahel. L'Union européenne, elle qui subventionne ses éleveurs à raison de trois dollars canadiens par bête et par jour, interdit formellement, pour des raisons sanitaires, l'importation de viande en provenance, par exemple, de pays sahéliens tels que le Mali ou le Niger.

Troisièmement, la transformation de certains produits tropicaux est devenue un privilège, héritage de l'époque coloniale. Divers pays industrialisés non producteurs, mais transformateurs, imposent des limites sévères à l'importation de produits agricoles à valeur ajoutée en provenance du Sud. La Côte d'Ivoire, qui produit 40 % du cacao au monde, n'a jamais pu développer une industrie du chocolat exportatrice.

Bref, si le Canada veut vraiment aider les pays du Sud à sortir de la pauvreté, il devrait commencer par examiner la manière de donner une chance à leurs agriculteurs et entrepreneurs en agroalimentaire. L'énoncé de politique en matière d'aide au développement publié par l'ACDI en septembre 2002 met d'ailleurs l'accent sur la «cohérence des politiques». Si le Canada donne d'une main (aide internationale) ce qu'il retire de l'autre (protectionnisme), la situation des agriculteurs du Sud ne va guère prendre du mieux. Le Canada pourrait faire davantage en contribuant à débloquer les négociations internationales sur le commerce des produits agricoles, qui sont présentement dans l'impasse. Le *status quo* est intenable pour le Sud.

Aide alimentaire et OGM

Dans un document tout récent intitulé *Revitaliser l'agriculture*, l'ACDI reconnaît fort justement que les surplus céréaliers mondiaux ne suffiront jamais à éliminer la faim et à apporter la sécurité alimentaire dans le monde, et que l'aide alimentaire, certes essentielle dans les situations d'urgence, finit

par nuire au développement agricole si elle se fait récurrente. Réinvestir en agriculture dans les pays pauvres, c'est faire d'une pierre deux ou même trois coups: prévenir les disettes, accroître les revenus, très modestes, des familles paysannes et réduire la pression agricole sur les zones à faible potentiel agricole, donc préserver l'environnement et la biodiversité.

Malgré son intérêt pour la sécurité alimentaire, le même document de l'ACDI ne dit mot des famines réelles, dont celle qui menace actuellement plusieurs millions de personnes dans le cône sud de l'Afrique. La baisse de la pluviométrie des dernières années et la réforme agraire chaotique au Zimbabwe en seraient les premières causes. On cite moins souvent le remplacement des céréales locales, assez résistantes à la sécheresse, par une culture exigeante en eau venue d'ailleurs. En effet, en quelques décennies, la farine de maïs est devenue la nourriture de base des populations.

En ce qui a trait au transfert des biotechnologies dans les pays en développement, l'ACDI considère qu'elles sont nécessaires pour rendre les cultures et les élevages plus performants. Dans ce cas-ci, devrait-on recommander aux pays d'Afrique australe d'opter pour des variétés de maïs améliorées génétiquement au Nord ou remettre à l'honneur des céréales délaissées, quitte à soutenir les travaux de chercheurs indépendants, par exemple africains, pour en améliorer les rendements? Est-il prudent, en somme, que les petits producteurs de l'Afrique australe dépendent des produits brevetés par quelques grandes firmes biotechnologiques internationales pour s'approvisionner en semences?

Deux pistes à considérer

Dans les négociations internationales sur le commerce des produits agricoles, les griefs formulés par les pays en développement ne pèsent pas lourd. Ils comptent d'autant moins que la majorité paysanne a peu d'influence sur la politique nationale dans ces pays et, donc, sur leurs représentants auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Nous pensons au CECI que la relance de l'agriculture en Afrique et ailleurs passe par l'émergence d'organisations agricoles capables non seulement d'offrir des services à leurs membres (dont la commercialisation groupée des produits), mais aussi de défendre leurs intérêts sur le plan national, voire au niveau international. Quelques acteurs canadiens, dont le CECI, sont déjà bien lancés dans cette voie. (Ils n'auraient d'ailleurs pu le faire aussi bien sans le concours de l'ACDI.) Un engagement canadien plus ferme en ce sens serait une excellente nouvelle pour les paysans du Tiers-Monde.

Enfin, une fraction significative des populations les plus pauvres de la planète vit dans des régions moins accessibles — par exemple, en montagne — ou dans des zones à faible pluviométrie, là où la désertification est une réalité palpable. En dirigeant, par exemple, plus de la moitié de son aide au développement agricole vers de tels foyers de pauvreté rurale, l'ACDI pourrait se donner une vocation bien définie, vocation qui, en plus, sera accueillie favorablement par l'opinion publique canadienne.

Robert Hazel

Robert Hazel est un permanent du CECI.

MOZAMBIQUE



Rosa Pires, de l'organisme SUCO (Solidarité - Union - Coopération), en compagnie de trois syndicalistes mozambicains.

Voyage au bout de soi-même

Une Québécoise d'origine portugaise confrontée au néolibéralisme de la Mozambique

Travailler pendant trois ans auprès des syndicats dans un Mozambique qui parle mondialisation en accueillant à bras ouverts un néolibéralisme gourmand, voilà qui peut sembler ambitieux. Mais pour Rosa Pires de l'organisme SUCO, le mandat du coopérant est d'abord d'accepter l'Afrique telle qu'elle est et de croire en l'importance du plus petit geste.

CRYSTELLE CRÉPEAU

Pourtant armée d'une connaissance en béton de l'histoire du Mozambique, Rosa Pires subit un choc à son arrivée dans la capitale, Maputo. Le pays ne ressemble pas du tout à l'image qu'elle en a: «J'avais passé quelques mois au Burkina Faso et j'avais encore une vision romantique de l'Afrique, celle d'un continent pauvre, mais peu influencé par l'Occident, moins soumis au néolibéralisme.»

Après avoir tourné le dos à 16 ans de guerre civile, cette ancienne colonie portugaise tente maintenant de s'ouvrir à la privatisation en séduisant les investisseurs. En 1998, le parti au pouvoir, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) présentait un ambitieux budget pour favoriser le développement de l'aluminerie, de l'hydroélectricité et du gaz naturel. Un appel auquel ont répondu les grandes entreprises étrangères: «Le Mozambique est en plein boom économique. C'est un paradis fiscal pour les multinationales qui s'installent dans les zones franches.»

VOIR PAGE H 5: VOYAGE

POINT...
SUR L'INTERNATIONAL
COOPÉRATION
CE CAHIER SPÉCIAL
EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR
Responsable NORMAND THÉRIAULT
ntheriault@ledevoir.ca
2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.
Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com
FAIS CE QUE DOIS



Consultation POPULAIRE sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)



Une autre Amérique est possible!

NON ZLÉA

Coordonnée par le Réseau québécois sur l'intégration continentale

INFORMATION : 514-982-6606
www.alternatives.ca/rqic/

Jusqu'à l'automne 2003, les membres de la CSN votent pour la démocratie, la primauté des droits individuels et collectifs, et l'équité entre les hommes et les femmes dans les Amériques.

Association québécoise des organismes de coopération internationale

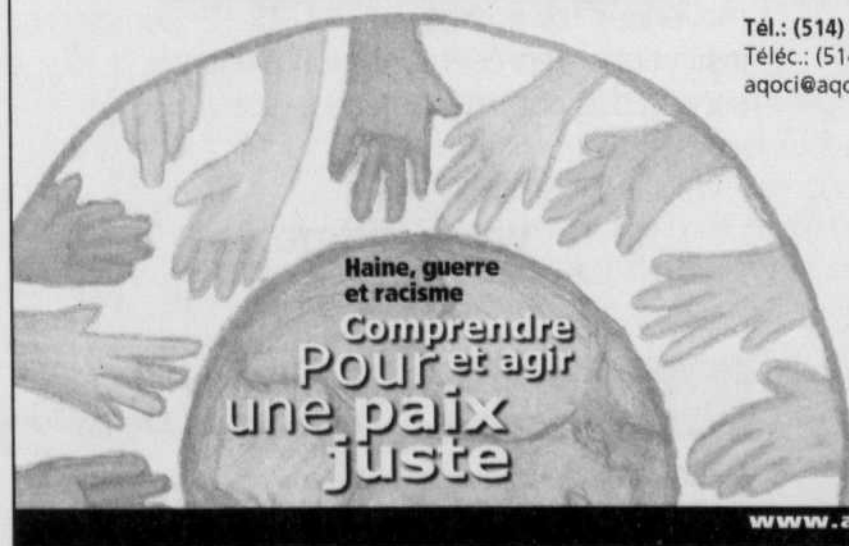
AQOCI

La sécurité dans ce monde d'après le 11 septembre viendra d'abord et avant tout par l'appui au développement durable, l'instauration de la paix et de la justice, le respect des droits humains et l'ouverture aux populations migrantes et réfugiées.

Outils d'animation et de discussion disponibles en ligne

180, rue Sainte-Catherine Est Bureau 510 Montréal (Québec) H2X 1K9

Tél.: (514) 871.1086
Télé.: (514) 871.9866
aqoci@aqoci.qc.ca



www.aqoci.qc.ca

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

VOYAGE

SUITE DE LA PAGE H 4

Comme son voisin, l'Afrique du Sud, le Mozambique est marqué par la ségrégation raciale dont n'est pas exempte la capitale, aussi multiculturelle soit-elle. L'accueil réservé à la Québécoise d'origine portugaise n'a pas toujours été chaleureux: «Je pensais que le fait de parler portugais [la langue officielle du pays] m'aiderait; ça a été le cas, mais pas à mon arrivée, se souvient Rosa Pires. On me prenait soit pour une pied-noir, soit pour une Portugaise. À Maputo, les gens ne se mélangent pas dans la vie quotidienne; on me traitait comme si je connaissais les mœurs du pays alors que venais de débarquer.»

Après avoir compris le rythme de l'Afrique, où «ce que tu fais ici en 30 secondes, tu le fais là-bas en deux jours», la jeune femme doit surmonter la frustration d'être perçue comme un bailleur de fonds. «Quand tu arrives, tu as le mot "dollars" écrit sur le front. Mes partenaires n'avaient aucune attente envers moi, ils avaient des besoins! Trouve-moi de l'argent, le reste je m'en fous... Dans ce temps-là, tu as envie de leur dire: "Écoute, j'ai laissé mon pays, mon emploi, ma famille pour venir ici t'offrir des services, alors utilise-les!"»

Avec un budget de 7000 \$ par an, qui doit être suffisant pour financer tous les projets jusqu'aux crayons utilisés pour les rédiger, il va de soi que cette étiquette de pourvoyeur ne colle pas à la réalité et que la recherche d'argent s'impose rapidement au nombre des tâches du copérant. Puisque le fait de sensibiliser des syndicats étrangers aux conditions de travail des Mozambicains est loin d'être simple, Rosa Pires décide finalement d'offrir ses services de traductrice à des organismes non gouvernementaux pour renflouer ses coffres. «La moitié de ton temps, tu le passes à chercher de l'argent et il est peu probable que ça change, car il n'y aura jamais assez de conscientisation pour enrayer la pauvreté, pour faire pencher la balance de l'autre côté.»

Une question de conviction

Ce réalisme ne l'empêche pas de croire que chaque action aura un impact. Forte de cette conviction, elle s'attaque au principal che-

val de bataille des syndicats mozambicains: les agressions sexuelles en milieu de travail. Les nombreux comités de femmes qui, depuis 1995, sont présents dans tous les syndicats — autant à l'échelle provinciale que nationale — se sont donné pour mandat d'informer les travailleuses des clauses de la Loi sur le travail, qui interdit notamment toute agression sexuelle.

L'initiative peut paraître simpliste aux yeux des Occidentaux, mais elle ne l'est pas dans un pays où le taux d'analphabétisme chez les femmes atteignait 75 % en 2000. Bien qu'elle pénalise les agresseurs, la Loi sur le travail ne définit à aucun moment ce qui peut être considéré comme une agression, ce qui a amené Rosa Pires à mettre sur pied des ateliers d'information inspirés des politiques syndicales canadiennes.

Même si elle est consciente qu'il en faudra plus pour changer les mœurs, elle demeure convaincue que son projet a eu de l'importance, tout comme celui de créer une campagne nationale contre le sida, un fléau qui ne fait que souligner l'importance de sensibiliser les femmes. «Pour beaucoup d'hommes, aucune loi ne va les empêcher de faire [au travail] ce qu'ils font à la maison. La fille est là, j'en ai envie et je vais me la faire. Les femmes vivent ça chez elles, alors c'est difficile de leur faire comprendre qu'elles ont des droits», déplore Mme Pires. La polygamie est très présente au Mozambique et l'utilisation du condom est une problématique parce que le sida est encore tabou. Quand quelqu'un meurt du sida, on dit que c'est de la malaria.»

De retour au Québec depuis un mois à peine, Rosa Pires est en mesure de peser la valeur de son travail là-bas. «Il faut être capable de voir à très long terme et d'accepter que le moindre petit geste que tu vas poser va changer quelque chose, mais peut-être pas tout de suite. Est-ce que ça suffit? Il le faut. Je suis une idéaliste optimiste, j'ai beau me casser la gueule 50 fois, je crois toujours.» Son prochain projet: travailler à l'embauche des coopérants. Après trois ans au Mozambique, elle comprend maintenant «qu'il faut certainement avoir la vocation pour faire ça, et un amour inexplicable du continent africain.»

Développement et paix

État d'alerte

Une prise de conscience qui se fait sur deux hémisphères

Organisme dédié au développement, à la justice sociale et à la solidarité internationale, Développement et paix regroupe près de 3500 membres. Sylvie Thériault, directrice du secteur francophone du service de l'éducation, et Hélène Gobeil, coordonnatrice, veillent notamment au bon déroulement des campagnes d'éducation et de plaidoyer pour une meilleure équité mondiale.

ESTELLE ZEHLER

Développement et paix, organisation catholique canadienne, centre sa mission sur le soutien de partenaires basés dans le Tiers-Monde et dont l'objectif est l'instauration de solutions alternatives aux structures inéquitables, qu'elles soient sociales, politiques ou économiques. Son énergie se focalise sur la lutte pour la dignité humaine, avec une attention particulière à l'équité et l'égalité des rapports entre les femmes et les hommes. À cette fin, des opérations spécifiques sont organisées, comme le souligne Sylvie Thériault et Hélène Gobeil: «Dans la période du carême a lieu la campagne annuelle de collecte de fonds. En automne, nous nous consacrons aux actions d'éducation et de sensibilisation.»

Ces dernières constituent le ciment qui maintient l'édifice et permet son élévation. En effet, les programmes de formation outillent les membres de l'organisme, tant en informations sur les divers dérapages de la planète qu'en moyens d'intervention. Ce faisant, ils rassemblent les forces vives disséminées à travers le Canada pour une meilleure synergie.

Actions locales

Chaque membre est considéré comme un relais de l'action générale, qui leur est présentée lors des sessions de formation assurées par une équipe d'animation. «Nous leur demandons de faire connaître Développement et paix et ses activités au sein de leur paroisse, de leur région, en informant les gens, en rencontrant parfois des journaux locaux. Selon les sujets de nos campagnes, ils collecteront des signatures pour des pétitions, ils en-

verront des cartes, ils approcheront leur député, leur municipalité.» Le but est de faire pression sur les différents paliers de gouvernement afin d'influer sur les décisions politiques dans le sens d'un meilleur équilibre social. Mais comment approcher un député? Comment lui faire comprendre les enjeux sous-jacents aux orientations choisies pour les populations du Sud? Ce questionnement requiert que des éléments de réponse, des stratégies soient développés et enseignés.

L'ensemble des actions entreprises s'appuie, d'une part, sur des préoccupations directrices définies dans un plan triennal et, d'autre part, sur des faits nouveaux que ne manque pas de livrer l'actualité galopante. Ainsi, l'assise du programme 2000-2003 est orientée vers la promotion et la défense d'une économie équitable et durable.

«Nous avons démarré notre programme par une formation sur des investissements canadiens responsables. Puis nous avons poursuivi par le dossier du brevetage du vivant.» Les règles définies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) impliquent, pour les pays adhérents, la mise en place d'un système national de contrôle des droits de propriété intellectuelle. Cinq familles de céréales — le maïs, le riz, le blé, le soja et le sorgho — font déjà l'objet de près d'un million de brevets. Or, 69 % de ceux-ci sont détenus par six firmes multinationales. Que deviennent alors les petites exploitations agricoles? Aldo Gonzales, un fermier mexicain, témoigne: «Une poignée de maïs, c'est le seul héritage qu'on peut transmettre à nos enfants et petits-enfants. Mais aujourd'hui, cette possibilité nous est interdite.»

Toujours les OMG

Les effets pernicieux de cette réglementation sont également relayés par certains programmes gouvernementaux, qui se proposent d'offrir gratuitement des semences brevetées, fréquemment génétiquement modifiées, aux dépens des semences traditionnelles. Mais, contrairement à ces dernières, certaines ne peuvent germer qu'une seule fois. De plus, pour bien croître, des produits chimiques, disponibles toujours auprès des mêmes firmes contre espèces sonnantes et trebuchantes, sont nécessaires. Les vrais coûts se dévoilent en même temps que la biodiversité localeéricite. Quand les revenus sont dérisoires — au Mali par exemple, ils sont de moins de 2 \$ par jour pour 70 % de la population —, comment défrayer les coûts des semences brevetées? Par conséquent, Développement et paix sonne l'alarme face à ces politiques qui augmentent la pauvreté, menacent l'environnement et accroissent la faim dans le monde.

L'actualité, à son tour, amène son lot de préoccupations qui viennent ponctuer le programme triennal. Au rang des accusés, les sinistres dont la nature est responsable. Tremblements de terre, coulées de boue, éruptions volcaniques, les cataclysmes sont nombreux. À ceux-ci, l'homme ajoute sa part de troubles, dont certains exigent des prises de position marquées. Ainsi en est-il de l'éventualité d'un conflit armé avec l'Irak: «Développement et paix s'oppose avec fermeté aux actions militaires proposées par le gouvernement des États-Unis, que le Conseil de sécurité des Nations unies soit d'accord ou non avec une telle action. Les Nations unies ne doivent pas être l'ultime référence lorsqu'il s'agit de définir la légitimité d'une guerre.» La participation canadienne dans une telle perspective n'est même pas envisageable pour l'organisme, qui n'ignore pas qu'une guerre ne peut qu'engendrer un immense désastre humanitaire.

Des actes concrets sont posés dans les pays du Sud. Près de

300 partenaires, en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, assurent l'action directe sur le terrain. «Groupes de femmes, syndicats, coopératives agricoles, groupes autochtones nous soumettent des projets pour financement.» Parmi les aides accordées, par exemple, 45 000 \$ ont été confiés à l'organisme Serca-te afin de soutenir les 755 familles du district de Suchitepéquez, sur la côte sud du Guatemala, mises à mal par la sécheresse et la chute des prix internationaux du café.

Au Congo, de l'aide a été accordée au Service jésuite des réfugiés pour reconstruire une école, la précédente ayant été détruite lors de l'éruption du volcan Nyiragongo. En Afghanistan, dans la région d'Hazarajat, des fonds ont été alloués pour la construction d'un orphelinat et d'un centre de formation. Outre le financement, Développement et paix veille à l'efficacité des projets en cours. L'impact de l'aide canadienne est étudié dans le cadre de missions d'observation. Ainsi, sœur Mary Pat LeRoy est rentrée cette semaine d'un voyage en Afghanistan et au Pakistan. Les organismes partenaires peuvent également déléguer des personnes pour rendre compte des situations vécues. Tel est le cas de John Patrick Ngoyi, responsable du mouvement civil qui va surveiller les élections prévues en 2003 au Nigeria.

Plus que jamais, dans le cadre de la Semaine du développement international, l'équipe de Développement et paix souhaite appeler la population à la vigilance et lui recommande de mieux s'informer des conséquences qui se profilent derrière les décisions politiques. Celles-ci intéressent non seulement les populations les plus pauvres du Sud, mais aussi les populations mieux nanties du Nord. Le mot d'ordre? Rester alertes, pour veiller à ce que les gouvernements mettent en place des politiques qui représentent bien les intérêts de tous. L'implication dans des actions de justice passe par une meilleure compréhension des enjeux sociaux.



Voyage d'études en Europe de l'Est et en Russie en 1999

ÉTUDES INTERNATIONALES

«Notre priorité: vous préparer à intervenir sur la scène internationale.»
Le doyen Jacques Lévesque

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES :

- Baccalauréat en relations internationales et droit international
- Baccalauréat en science politique: relations internationales
- Maîtrise en science politique: relations internationales
- Maîtrise professionnelle en droit international et en politique internationale
- Maîtrise en science politique: relations internationales
- Maîtrise en droit international
- Doctorat en science politique: relations internationales

Admission: (514) 987-3132 • Renseignements: fspd@uqam.ca

UN ENVIRONNEMENT DYNAMIQUE POUR LA RECHERCHE :

L'Institut d'études internationales de Montréal

Le Centre Études internationales et Mondialisation - CEIM
Directeur: Christian Deblock • Info: www.ceim.uqam.ca

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Titulaire: Charles-Philippe David • Info: www.dandurand.uqam.ca

Chaire de recherche du Canada en relations internationales
Titulaire: Albert Legault

Chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes
Titulaire: Stéphane Roussel

Voyages d'études crédités en Russie et au Brésil: mai 2003
Responsable: Jean-Pierre Lavoie • Info: fspd@uqam.ca

UQAM Faculté de science politique et de droit
Université du Québec à Montréal



LE COLLECTIF

ÉCHEC à la GUERRE

MANIFESTATION POUR LA PAIX

samedi 15 février 2003 à 13h

Carré Dominion

(angle Peel et René-Lévesque)

DITES NON À LA GUERRE

- Pour exprimer notre opposition totale à l'agression que les États-Unis préparent contre le peuple irakien.
- Pour exiger du gouvernement canadien qu'il refuse toute participation à cette agression et qu'il la condamne fermement.
- Pour exhorter les nations du monde à résister au chantage des États-Unis visant à obtenir, en violation du droit international, l'aval des Nations unies à leur projet belliqueux.

www.fiiqc.qc.ca/echecalaguerre.htm

Alternatives
...pour un monde différent

CONVAINCU QUE NOUS SAURONS CONSTRUIRE ENSEMBLE UN MONDE DIFFÉRENT, ALTERNATIVES ENCOURAGE LA SOLIDARITÉ LOCALE ET INTERNATIONALE, LA JUSTICE ET L'ÉQUITÉ ENTRE LES INDIVIDUS ET LES COMMUNAUTÉS, AU NORD COMME AU SUD

3720, avenue du Parc
bureau 300
Montréal (Québec)
Canada H2X 2J1

www.alternatives.ca

• COOPÉRATION INTERNATIONALE •

Association québécoise des organismes de coopération internationale

Sur un pied de paix

« Nous ne pouvons tout simplement pas nous taire devant les catastrophes qui se trament » — Francine Néméh, directrice de l'AQOCI

Depuis les événements du 11 septembre 2001, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) est sur un pied de guerre. Plutôt de paix, rectifie sa directrice, Francine Néméh. Elle rappelle que, si la menace d'une guerre en Irak a pris le devant de la scène, l'association ne néglige pas pour autant ses activités de réflexion sur la construction de nouvelles solidarités. Tour de piste des priorités.

MYLÈNE TREMBLAY

Dossier chaud s'il en est un, le cas de l'Irak interpelle directement l'AQOCI et les 51 organismes québécois qu'elle regroupe depuis plus d'un quart de siècle. Car tous travaillent sans relâche pour le développement, la paix et la justice sociale dans le monde. « Selon la charte de principes que nous avons adoptée, nous ne pouvons tout simplement pas nous taire devant les catastrophes qui s'y trament », assure Francine Néméh. C'est pour cette raison que l'AQOCI s'est jointe au collectif Echec à la guerre, à l'origine de la grande manifestation pour la paix qui s'est déroulée le 18 janvier dernier. « Si la manifestation de 25 000 personnes a pu avoir lieu, dit-elle sans prétention, c'est parce que ça fait des années qu'on décortique et explique ce qui se passe en Irak. »

Pourtant, il n'y a pas si longtemps encore, l'Irak était un pays relativement développé avec des infrastructures comparables à celles de l'Occident. Aucun des membres de l'AQOCI ne jugeait bon d'y intervenir. Dans le document officiel qui énumère les lieux d'intervention du regroupement, on peut lire que l'AQOCI collabore avec des organisations de base, sociales et communautaires, dans plus de 100 pays du monde en développement, soit en Afrique, en Amérique latine, aux Antilles et en

Asie. Nulle mention du Proche ni du Moyen-Orient.

« La préoccupation politique pour ces régions n'est pas nouvelle, explique Francine Néméh. Mais en général, nos préoccupations sont liées à notre présence dans les différents pays. » Et comme ces régions ne comptent pas parmi les plus pauvres de la planète, seulement quelques membres de l'AQOCI, dont OXFAM-Québec et Aide médicale pour la Palestine (AMP), y œuvrent. « Mais en Irak, jamais. Dans les autres pays du Moyen-Orient, à peine, avoue-t-elle. On se retrouve aujourd'hui avec un pays qui a été sciemment sous-développé et dont la population le paie très cher. Qui sait, on devra peut-être l'englober dorénavant. »

La grande concertation

Si la Palestine et l'Irak sont des cas urgents à régler, l'AQOCI maintient toutefois le cap sur des enjeux plus globaux. « On ne peut pas, chaque fois qu'il y a une guerre, développer une programmation uniquement dans les pays touchés », insiste Mme Néméh. Au lendemain des attentats, l'AQOCI a donc mis en place la concertation Comprendre et agir pour une paix juste, qui traite des enjeux de sécurité. Dans le cadre de ce projet, un dépliant expliquant de façon simple ce qu'est le terrorisme a été diffusé à 30 000 exemplaires. Du matériel pédagogique a également été produit au

tour des thèmes de la paix, de l'immigration, des droits humains et du développement, tandis qu'une série de sessions de formation s'est donnée un peu partout à travers le Québec. De plus, l'AQOCI a organisé des séminaires de réflexion sur les enjeux de sécurité, ce qui lui a permis d'en arriver à 17 recommandations soumises au gouvernement fédéral ainsi qu'au Centre canadien pour la politique étrangère.

L'AQOCI entend bien poursuivre ses efforts autour de cette concertation tout au long de l'année. « On est en recherche de financement pour la poursuite du travail car les enjeux de sécurité continuent de dominer toute la politique », affirme Mme Néméh. Des projets sont dans l'air mais n'ont pas encore été votés: atelier de formation de formateurs, séminaire visant à mettre à jour l'analyse de la conjoncture, production de fiches pédagogiques avec des études de cas, notamment sur l'Irak et la Palestine. De tels outils sont nécessaires pour faciliter le débat public, soutient la directrice.

Consultations

Et ce ne sont pas les occasions de se prononcer qui manquent. Le 14 février prochain, l'équipe de l'AQOCI aura d'ailleurs à remettre in extremis un mémoire sur la politique étrangère du Canada. Le ministre des Affaires étrangères, Bill Graham, a lancé le 22 janvier dernier une invitation à tous les Canadiens à participer en ligne à un « dialogue national sur les priorités et l'orientation de la politique étrangère canadienne ». Le document de discussion intitulé *Dialogue sur la politique étrangère*, disponible sur le site du ministère ou sur commande, serait peut-être tombé entre deux chaises sans les pressions de l'AQOCI qui a réclamé, plutôt qu'un dialogue, des consultations publiques en bonne et due forme. Le ministre a fini par céder, accordant celles-ci deux semaines avant



Francine Néméh (à droite) photographiée lors des retrouvailles célébrant le 25^e anniversaire de l'AQOCI.

la tenue de la rencontre à Montréal. « On a beaucoup à dire sur les questions de sécurité », estime Francine Néméh. En juin dernier, on a envoyé une série de 17 recommandations au gouvernement canadien, pour lesquelles on n'a jamais eu d'échos à part un accusé de réception. »

Une vaste consultation populaire sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) vient également d'être lancée par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) auquel s'est associée l'AQOCI. D'ici le mois d'octobre, la consultation populaire baptisée « la Consulta » sera ponctuée d'activités publiques, de débats et de formation populaire.

Critique de l'ACDI

Autre priorité: la nouvelle orientation de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'an dernier, le projet de réforme de l'agence gouvernementale s'était imposé comme une priorité incontournable pour l'AQOCI. Qu'en est-il aujourd'hui? « La critique que nous faisons l'an dernier est toujours d'actualité », indique Mme Néméh. Dans le document

qui émane des consultations lancées en septembre 2001 par la ministre de la Coopération internationale d'alors, Maria Minna, autour de ce projet de réforme, l'AQOCI ne note aucun changement de fond. Ce qu'elle reproche à l'ACDI: l'absence totale de reconnaissance du rôle de la société civile et des organisations de coopération internationale. Selon Francine Néméh, la seule place qui leur est réservée se résume à un rôle de sous-traitance dans certaines ententes bilatérales. « Il y a aussi toute la question de l'éducation du public qui est centrale pour nous. Ces deux aspects ne sont traités que dans l'introduction de la ministre actuelle, Susan Whelan, qui dit pourtant avoir pris conscience de leur importance. »

L'éducation du public

En fait, la principale raison pour laquelle des organismes de coopération internationale de tous horizons se sont réunis il y a un peu plus de 25 ans, c'est d'abord et avant tout pour promouvoir l'éducation du public, fait remarquer Francine Néméh. « C'est le parent pauvre de notre travail. C'est là où on a le

plus de mal à trouver du financement. » Plusieurs projets soumis au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale sont restés sur les tablettes, faute de moyens. Le comité d'éducation de l'AQOCI a même entrepris une réflexion sur l'ensemble des programmes et activités d'éducation réalisés par l'association au cours des cinq dernières années. L'objectif: favoriser une plus grande complémentarité entre ses différentes interventions.

L'information passe essentiellement par les Journées québécoises de la solidarité internationale, où les organismes membres organisent annuellement des activités pendant dix jours sous forme de conférences, de jeux, de pièces de théâtre, de films, etc. « On a aussi des programmes comme Québec sans frontières. C'est plus de 400 jeunes par année qui font des stages un peu partout dans le monde », ajoute-t-elle.

Les résultats commencent d'ailleurs à se faire sentir, même s'ils sont difficiles à évaluer, concède la directrice de l'AQOCI. Elle se montre enthousiaste devant la participation accrue du public lors des dernières Journées québécoises. « Suite au 11 septembre, on a senti une soif de savoir. Les activités mordent plus que jamais! On n'a pas l'impression de travailler pour rien. »

Comprendre et faire comprendre. Pour ne pas mettre des pansements sur des problèmes sans essayer de connaître la racine du mal. « L'AQOCI ne peut pas atteindre ses objectifs de développement et de justice sociale uniquement en faisant de l'aide, croit Francine Néméh. L'aide est nécessaire et va de pair avec une réforme des structures internationales. Il faut essayer d'influencer les dirigeants des pays occidentaux car ce sont eux qui tirent les ficelles de la planète. Plus on aura des populations informées, plus on aura des chances de renverser la vapeur. »

Réaliser un développement social et vraiment équitable demeure un immense défi...

L'innovation sociale, facteur clé du développement durable

La tâche exige, plus que jamais, la mise en œuvre de nouvelles connaissances et de politiques inspirées et la création de nouveaux modèles relationnels. Cette application de nouveaux savoirs partant d'idées audacieuses peut se résumer en deux mots-clés : **innovation sociale**. Elle comporte la participation de chacun aux processus qui président à l'élaboration des politiques publiques. Elle exige d'engager dans ce dialogue celles et ceux qui seront touchés par les décisions, en particulier les couches défavorisées et laissées pour compte.

L'**innovation sociale** caractérise le contexte de centaines de projets de recherche appuyés par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et menés à bien par ses partenaires aux quatre coins du monde - www.crdi.ca. Ces projets entraînent un changement réel. Ainsi, certains projets financés par l'initiative de programme Écosystèmes et santé humaine démontrent qu'en travaillant simultanément à la salubrité

des écosystèmes et à la santé des populations, on peut à la fois créer des écosystèmes plus durables et améliorer la santé humaine. Pour mieux diffuser les connaissances acquises à cet égard, le CRDI accueillera le **Forum international sur les approches Écosystèmes et santé humaine à Montréal du 18 au 23 mai 2003.**

Ce forum est parrainé par la Fondation des Nations Unies, la Fondation Ford, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale de la santé, le Biodôme, l'International Society for Ecosystem Health et l'Université du Québec à Montréal. Des ministères et organismes du gouvernement fédéral (dont Environnement Canada, Santé Canada et l'Agence canadienne de développement international) de même que le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec sont d'importants partenaires qui contribuent à l'organisation du Forum et en assurent le succès.

Prenez connaissance du Forum au :

www.crdi.ca/forum2003